



Les agents de la Fonction publique attendent autre chose que la GIPA

Les ministres en charge de la Fonction publique ont beau multiplier les annonces médiatiques : ce n'est pas la Garantie Individuelle du Pouvoir d'Achat qui résoudra les problèmes de pouvoir d'achat des salariés de la Fonction publique.

D'ailleurs, s'il fallait encore s'en convaincre, il suffit de regarder le nombre d'ayants droit estimé par les autorités ministérielles. Au total, il est avéré que ceux-ci ne seront pas plus de 250.000.

Ce qui revient à dire que quelque 95 % des personnels n'en bénéficieront pas.

Rappelons une nouvelle fois que, depuis janvier 2000, la valeur du point – élément salarial essentiel et commun à tous les agents – a chuté de plus de 9 % par rapport à l'inflation et que, pour la seule période de Nicolas SARKOZY (17 mois), on est déjà aux environs **de 3 % de dégringolade !**

Et les 0,8 % annoncés pour 2009 vont encore venir aggraver la situation.

Même pour les « heureux » élus, la GIPA n'intervient sur les feuilles de paye que près de 5 ans après le début de la période concernée. A qui fera-t-on croire qu'une mesure aussi tardive peut compenser un pouvoir d'achat laminé au quotidien ?

Au bout du compte, la GIPA, c'est certes mieux que les primes DUTREIL et JACOB des années antérieures. Ce modeste progrès est, à l'évidence, à mettre au compte de la mobilisation des personnels.

Mais, ce qu'à juste titre attendent tous les agents de la Fonction publique, ce sont de véritables augmentations générales assises essentiellement sur la valeur du point.

C'est ce pour quoi, inlassablement, la CGT continuera de militer.

Montreuil, le 13 novembre 2008